

CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3042 - VENDREDI 13 OCTOBRE 2017

CONGO-CHINE

Le Commandant du navire hôpital chinois reçu par le président de la République



Le vice-amiral Guen Bailin lors de la rencontre avec le chef de l'État

Le vice-amiral et chef de l'opération « Harmony 2017 » menée par le bateau hôpital « Arche de paix », Guen Bailin, a conféré hier avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso à qui il a informé des objectifs

et de l'intérêt de cette tournée médicale et humanitaire dans sept pays d'Afrique dont le Congo où le navire a accosté il y a 3 jours.

« Après notre départ, nous allons rester en contact avec les

professionnels de santé retenus pour le suivi de ces malades », a précisé Guen Bailin, soulignant que pendant huit jours son équipe médicale se pliera en quatre afin que la mission atteigne ses objectifs. **Page 3**

ARTS MARTIAUX

Me Arnaud Liyeli disposé à former les futurs champions congolais

Ancien capitaine des Diables rouges judo, maître Arnaud Liyeli Bongambe, Lobaye pour les intimes, vice-champion international de la lutte-plage, est de retour au bercail où il tient à participer à la formation de l'élite congolaise de demain dans les arts martiaux. « La jeunesse congolaise, dans sa majorité, aime le sport. Je veux donc donner à ces jeunes athlètes l'occasion d'exprimer leurs talents ; leur apporter ma contribution pour qu'ils parviennent à défendre valablement les couleurs du Congo, à réaliser de grandes performances au plan national et international », a-t-il fait savoir au gymnase Nicole-Oba de Talangaï où il organise une compétition de Kurash, en partenariat avec la ligue de Brazzaville. **Page 16**



Me Arnaud Liyeli

ÉDITORIAL Havre de paix

Page 2

ONU

Les Etats Unis se retirent de l'Unesco

Les Etats-Unis ont annoncé jeudi dans un communiqué publié par le département d'Etat qu'ils se retirent de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'accusant d'être « anti-israélienne », un de ses alliés.

Ce retrait ne sera effectif qu'à compter du 31 décembre 2018, conformément aux statuts de l'Unesco.

La directrice de l'Unesco, Iribna Bokova a immédiatement exprimé son profond regret estimant que « l'universalité est essentielle à la mission de l'Unesco pour construire la paix et la sécurité internationales face à la haine et à la violence, par la défense des droits de l'Homme et de la dignité humaine ». **Page 5**

PAIX ET SÉCURITÉ DANS LE POOL

L'AJRP invite les ninjas à saisir la main tendue du chef de l'Etat

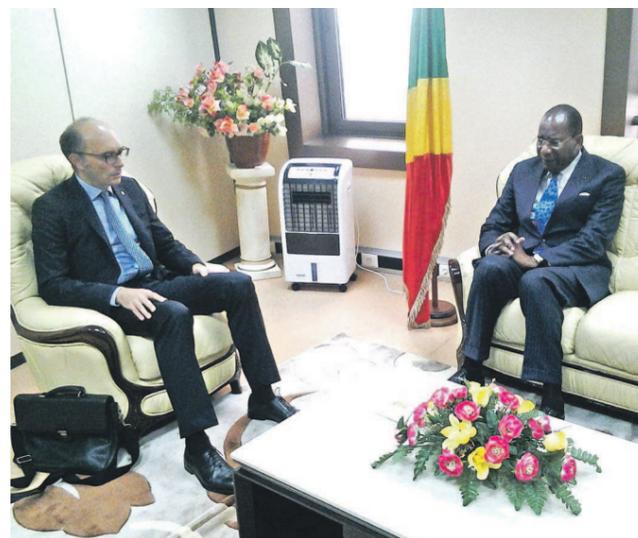
L'Association des jeunes ressortissants du Pool (AJRP) que préside Didier Clotaire Boutsindi, a appelé, dans une déclaration publiée le 11 octobre, les ninjas à emprunter les couloirs humanitaires sécurisés annoncés par le président de la République lors de sa rencontre avec les sages et notables du Pool. « Que les fils égarés des treize districts du Pool prennent la décision de renoncer à la logique de la violence à laquelle ils ont adhéré depuis le 4 avril 2016. Après dix-huit mois pendant lesquels ils sont séparés de leurs familles, il est temps pour eux de se ressaisir, de se rendre utiles et responsables vis-à-vis de leurs familles et de la nation tout entière », indique en substance la déclaration. **Page 2**

DOMAINE FONCIER

Le Rwanda sollicite les terres, la Turquie prête à aider le Congo

Le Rwanda veut développer des activités agricoles au Congo. Jean Baptiste Habyalimana, son ambassadeur en poste à Brazzaville l'a expliqué au ministre des Affaires foncières et du domaine public, Pierre Mabiála, au cours d'un entretien.

Dans le même registre foncier, l'ambassadeur de Turquie, Can Incessu, a annoncé à Pierre Mabiála, la volonté de son pays d'aider le Congo à moderniser son système cadastral en l'informatisant.



Le ministre Pierre Mabiála et l'ambassadeur de Turquie Can Incessu

Page 2

ÉDITORIAL

Havre de paix

Alors que la tension grandit en République Démocratique du Congo et en Centrafrique il n'est pas inutile de rappeler à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la République du Congo, notre Congo, est un havre de paix dans une région du monde que dévastent, ou menacent les pires violences. Même si une partie du département du Pool n'a pas encore réussi à désarmer tous les jeunes que le « Pasteur Ntouni » a embrigadés dans le seul but de freiner sa propre déchéance nous vivons dans un environnement apaisé où chacun peut vaquer à ses occupations sans courir le risque d'être tué par des « fous de dieu » ou agressé par des « milices ethniques ».

Pourquoi ce rappel qui relève du simple bon sens ? Tout simplement parce que la communauté internationale, qui commence à s'émouvoir enfin sérieusement des dérives dont les Centrafricains et nos frères Congolais de l'autre rive sont victimes, ferait bien de nous aider mieux qu'elle ne le fait dans la recherche de solutions pérennes aux difficultés financières que nous affrontons. Des difficultés qui, soit dit en passant, sont nées de l'effondrement brutal des cours de l'« or noir » sur les marchés mondiaux et non de la mauvaise gouvernance interne même si celle-ci n'est pas exempte de faiblesses.

Alors que se discutent dans les couloirs des institutions de Bretton Woods - Fonds Monétaire International et Banque Mondiale - les conditions de l'aide que celles-ci nous apporteront pour aider à l'assainissement de nos finances publiques il est juste de rappeler que le Congo, ayant su résoudre seul les terribles problèmes que la violence ethnique avait générés en son sein, s'emploie à aider ses voisins à surmonter leurs propres divisions internes. Et que, de ce fait, il mérite plus qu'une simple analyse de ses comptes publics, des déficits structurels qui les plombent, des dettes qui s'accumulent dans ses livres, des faiblesses de sa gouvernance, bref des problèmes qu'il lui faut résoudre rapidement afin de reprendre sa longue marche vers l'émergence.

S'il est vrai que l'Etat et le Gouvernement doivent s'employer à accélérer le mouvement qui permettra d'assainir leurs finances il l'est tout autant que la communauté internationale doit, de son côté, prendre la juste mesure de l'aide que nous lui apportons dans sa quête de la paix.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les Rwandais intéressés par les terres congolaises

L'ambassadeur du Rwanda au Congo, Jean Baptiste Habyalimana, a, lors d'une audience le 12 octobre avec le ministre des Affaires foncières et du domaine public Pierre Mabiala, demandé les procédures d'acquisition des terres en République du Congo.

L'objectif étant d'aider son pays à disposer dans un bref délai, de quelques hectares de terres au Congo, afin de mettre sur pied les projets d'agriculture et de l'élevage.

« Le Congo dispose des terres et le Rwanda a une expérience dans le domaine agricole car, une grande partie de notre population a investi dans ce secteur. Nous venons de mettre en place une équipe conjointe qui va travailler sur ce projet qui intéresse nos deux Etats », a indiqué l'ambassadeur du Rwanda.

Rassurant l'ambassadeur de l'intérêt de ce projet qui contribuera à la diversification de l'économie nationale, Pierre Mabiala a promis soumettre ce dossier à l'appréciation du prochain conseil des ministres.

Signalons qu'outre le Rwanda, plusieurs autres partenaires sont in-



Le ministre des Affaires foncières etc l'ambassadeur du Rwanda (Adiac)

téressés par la richesse des sols congolaises. La société ougandaise Good farm, spécialisée dans l'agro-pastorale veut par exemple, acquérir 20 mille hectares des terres pour y développer ses activités. Afin de mettre en œuvre ce projet, le représentant de ce groupe a signé la semaine dernière, un mémorandum d'entente avec le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

Par ailleurs, outre l'ambassadeur du Rwanda, Pierre Mabiala a aussi conféré avec le diplomate Turque, Can Incessu. Entre les deux autorités, les échanges ont tourné autour de la coopération technique entre

les deux pays, au plan cadastral, topographique et foncier.

Plus expérimenté dans ces domaines, la Turquie aidera le Congo à moderniser notamment son système cadastral en l'informatisant. Pour ce faire, un accord de coopération devra être signé, d'après le ministre des Affaires foncières, d'ici peu. Ainsi, les techniciens de ce ministère se rendront en Turquie pour s'imprégner du savoir-faire de ce pays partenaire.

Lopelle Mboussa Gassia et Raoulla Yondot Kanga (stagiaire)

SITUATION SÉCURITAIRE DANS LE POOL

Les ninjas invités à saisir la main tendue du chef de l'Etat

Dans une déclaration rendue publique le 11 octobre à Brazzaville, l'association des jeunes ressortissants du Pool, que dirige Didier Clotaire Boutsindi, a appelé les ninjas à emprunter les couloirs humanitaires sécurisés que vont ouvrir sous peu le gouvernement, comme l'avait annoncé le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Par ailleurs, les jeunes du Pool réunis au sein de cette organisation ont affirmé que la parole du chef est sacrée et fait office de loi. En s'exprimant ainsi, précise le texte, le chef de l'Etat a proclamé la fin du grand banditisme dans cette partie

du pays. « Que les fils égarés des treize districts du Pool prennent la décision de renoncer à la logique de violence à laquelle ils ont adhéré depuis le 4 avril 2016. Après dix-huit mois pendant lesquels ils sont séparés de leurs familles, il est temps pour eux de se ressaisir en vue de se rendre utiles et responsables vis-à-vis de leurs épouses, enfants et de la nation tout entière », a précisé la déclaration.

Les auteurs de ce texte ont salué l'engagement du président de la République de racheter les armes des ex-combattants, de les réinsérer dans la vie active en leur octroyant

les emplois dans les usines créées par l'Etat, ainsi que la promesse de ne tuer personne et d'amnistier leurs crimes. « ...L'appel que le président vous lance est un appel non pas pour venir s'asseoir à Brazzaville, mais pour vous assurer que vos bras valides sont attendus dans les usines que l'Etat construit dans le Pool. Par exemple, la cimenterie de Mindouli ou les nouveaux villages agricoles de Nkouou ou d'Imvouba. Certains d'entre vous seront bénéficiaires des projets arrêtés par le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants », a indiqué la déclaration.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COOPÉRATION SANITAIRE

Guen Bailin salue l'excellence des relations entre la Chine et le Congo

Le vice-amiral et chef de l'opération « Harmony 2017 » dans le navire hôpital « Arche de paix », Guen Bailin a été reçu en audience le 12 octobre à Brazzaville par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Il a mis à profit cet entretien avec le chef de l'Etat pour lui présenter l'opération et ses objectifs. Il s'agit, a-t-il déclaré, d'une tournée d'actions médicales et humanitaires dans sept pays africains et au Timor Oriental.

A la question de savoir comment le président a apprécié cette opération, Guen Bailin a indiqué qu'il est très marqué aussi bien par l'opération que par l'excellence des relations entre le Congo et la Chine, vieilles de plusieurs décennies. Par ailleurs, le chef de l'opé-



ration « Harmony 2017 », a précisé qu'elle s'inscrit dans le cadre des actions à mener en vue d'établir le consensus sur le plan de la coopération

bilatérale entre le Congo et la Chine. Invité par la presse à se justifier sur l'immensité des opérations chirurgicales à effectuer et la durée très

La photo de famille après l'audience (Adiac) courte de la mission arrêtée à huit jours, Guen Bailin a relevé que pour les patients qui nécessitent un long traitement, les médecins chinois vont les

confiés aux structures hospitalières locales. « Après notre départ, nous allons rester en contact avec les professionnels de santé retenus pour le suivi de ces malades », a-t-il renchéri, avant de noter que pendant ces huit jours, les médecins chinois vont se plier en quatre pour que l'opération atteigne ses objectifs.

Au cours de la même journée, le président de la République a reçu en audience, le consul honoraire du Congo en principauté de Monaco (France), Robert A. Lauro. Il était porteur d'un message de soutien du Prince Albert II de Monaco à l'initiative du Fonds bleu. Le chef de l'Etat congolais et le Prince de Monaco, a-t-il dit, ont la même vision sur la conservation de la biodiversité, de l'écosystème forestier et faunique.

La Rédaction

MÉTÉOROLOGIE

Les experts de la CEEAC en quête de meilleures performances

Des experts et directeurs des services météorologiques et hydrologiques de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) se sont réunis le 12 octobre à Brazzaville, pour trouver les moyens de diffuser des prévisions météorologiques fiables.

lais des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Fidèle Dimou, car 90% des catastrophes survenues sont d'origine hydrométéorologique.



Fidèle Dimou posant avec les experts (Adiac)

Les conclusions de leurs travaux seront soumises à la 3e conférence des ministres en charge de la météorologie des pays de la CEEAC qui s'ouvre ce vendredi. La mission de ces experts en météorologie est de produire des données qui permettent d'anticiper sur des événements catastrophiques, ou encore de planifier certaines activités sectorielles.

Initiée sur le thème « perspectives pour la mise en œuvre du cadre de Sendai et du nouveau programme africain sur la réduction des risques de catastrophes en Afrique centrale », la réunion des experts de la CEEAC devrait permettre de préparer les textes et d'autres moyens pour l'ouverture du Centre d'application et de prévision climatologique (CAPC-AC)

basé à Douala, au Cameroun.

Les services météorologiques jouent un rôle clé dans le mécanisme d'alerte et d'information climatique, explique Dominique Kuitsouc, coordonnateur des programmes de gestion des risques de catastrophes auprès de la CEEAC.

« Les experts doivent fournir des documents qui feront que ce centre soit opérationnel dans les meilleurs délais », a-t-il déclaré, soulignant l'importance des données fournies qui seront utilisables dans le secteur agricole par les gestionnaires de risques en vue d'anticiper sur les catastrophes naturelles.

L'Afrique centrale n'est nullement à l'abri des effets « pervers » du climat, rappelle le ministre congo-

« Ce sont les inondations, les coulées de boue, l'ensablement ou l'assèchement des cours d'eau, l'érosion côtière, la sécheresse, la perte de la biodiversité », a-t-il énuméré, ajoutant les effets du changement climatique compromettent les efforts de développement durable.

Enfin, plusieurs partenaires au développement sont engagés à soutenir ce programme de la CEEAC pour la diffusion des données météorologiques et climatiques fiables. Parmi ceux-ci il y a l'Organisation météorologique mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, ainsi que des organisations sœurs comme la SADC et CEDEAO.

Fiacre Kombo
et Hugue Mikanou (stagiaire)

PME

Impulser une transformation inclusive de l'artisanat au Congo

Les premières assises du Conseil national de l'artisanat (Cona) ont été ouvertes le 12 octobre à Brazzaville. Les participants à ce forum - les pouvoirs publics, les artisans, le secteur privé et partenaires au développement - vont réfléchir sur la valorisation du métier, à travers des échanges et expositions de divers articles et œuvres d'art.

Les travaux de la session inaugurale du Cona étaient lancés par la ministre des PME, de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany, en présence de ses collègues du gouvernement.

« Inscrire l'artisanat dans l'essor de l'économie de proximité pour consolider la diversification et la résilience de l'économie », c'est le thème de ce forum dédié à l'artisanat congolais.

L'artisanat est un secteur vital pour l'économie nationale, l'un des domaines pourvoyeurs d'emplois. Mais l'artisanat congolais souffre d'un manque d'accompagnement spécifique, d'accès aux facteurs de production essentiels et de renforcement de capital productif, et surtout de financements.

« Le plus urgent est la nécessité d'une réelle reconnaissance de l'identité et du statut spécifique de l'artisanat, qui est présent dans les activités des secteurs économiques traditionnels du primaire, secondaire et tertiaire », a reconnu Yvonne Adélaïde Mougany.

Elle a énuméré les contraintes qui freinent l'éclosion du secteur artisanal local et souligné l'engagement des autorités à créer un environnement favorable aux activités artisanales, c'est-à-dire mobiliser des ressources internes et externes, encourager la culture entrepreneuriale, promouvoir la protection sociale.

Durant ces deux jours, les différents intervenants vont insister sur les atouts devant permettre au pays de faire de l'artisanat un secteur clé pour la diversification de l'économie. Au nombre de ces atouts figurent les ressources naturelles comme le bois, l'argile et les autres géomatériaux ; le dividende démographique et culturel dont une jeunesse scolarisée ; l'accès aux infrastructures de base telles que les routes, les ports, l'énergie, la fibre optique.

Rappelons que le Cona est une structure créée par décret n°2011-842 du 31 décembre 2011, afin de participer à l'élaboration des politiques nationales de l'artisanat, d'émettre des avis sur les programmes et les textes relatifs au secteur, de proposer des mesures susceptibles de favoriser le bon fonctionnement et le développement du secteur.

F.K.

TIC

Léon Juste Ibombo : « La qualité de service n'est pas une option, mais une obligation »

Le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, a rappelé, aux opérateurs de téléphonie mobile le mercredi 12 octobre à son cabinet, que le gouvernement sera amené à prendre ses responsabilités si la qualité des services fournis par eux ne s'améliore pas dans les délais prescrits.

La réunion est dite « d'évaluation à mi-parcours » des actions engagées par les opérateurs afin d'améliorer la qualité des services. Elle est organisée un mois après celle tenue le 11 septembre 2017, au cours de laquelle le ministre Léon Juste Ibombo exhortait les opérateurs à tenir leurs engagements quant à la qualité des réseaux et des services dans un délai de deux mois.

« Il convient de reconnaître quelques efforts que vous fournissez pour l'amélioration de vos services. Cependant, il n'en demeure pas moins vrai, que plusieurs plaintes sont remontrées au niveau du gouvernement de la part des consommateurs concernant les services que vous offrez aux populations », a déclaré Léon Juste Ibombo.

« La qualité de service n'est pas une option, mais une obligation », a-t-il poursuivi. Parmi les plaintes « incessantes » citées par Léon Juste Ibombo, figurent la tarification élevée des appels téléphoniques, le non remboursement des crédits en cas de panne

technique prolongée, l'augmentation des prix forfaitaires des appels, sms et Internet et l'inaccessibilité au service client.

« Le gouvernement ne saurait transiger sur la satisfaction finale de l'abonné, qui est d'ailleurs, l'une de ses préoccupations principales, au-delà de l'amélioration des indicateurs de performances techniques contenus dans vos cahiers de charges », a martelé le ministre. Il a soutenu que son intervention répondait dans le respect des prérogatives de ministre de tutelle. A ce titre, a-t-il précisé, il peut « délivrer, transférer, modifier, renouveler, réduire la durée, suspendre ou retirer les licences et veiller à la régulation de l'activité des sociétés privées et des organismes œuvrant dans les domaines des postes et télécommunications ».

Les opérateurs rassurent

De leur part, les directeurs généraux des sociétés de téléphones mobiles MTN, Airtel, Azur et aussi Congo Télécom ont rassuré les travaux techniques entrepris de-



Léon Juste Ibombo et les directeurs généraux des sociétés de téléphonie mobile (Adiac)

puis pour améliorer les réseaux et les services. Azur a amorcé la réhabilitation de 186 sites avec la collaboration de Huawei. Mais « l'indisponibilité du carburant cause plusieurs déboires », sans compter la situation financière délicate de ces moments.

Le directeur général de Airtel Congo a évoqué « un réseau qui se porte bien » sur la base des rapports. Le challenge de l'énergie, la fluctuation du gazole et l'inaccessibilité de certaines zones sont autant d'obstacles à surmonter

pour parvenir aux résultats escomptés. Pourtant, précise Gérard Lokossou, la disponibilité du réseau y est, et Airtel poursuit sa logique d'amélioration du réseau qui pourrait supporter, bientôt, de nouvelles technologies.

Pour Djibril Ouattara, directeur général de MTN Congo, l'interpellation du gouvernement, le mois dernier, était « une grande surprise ». Toutefois, cet appel a été entendu, puisque, souligne-t-il, le réseau de MTN s'est nettement amélioré. Il est 1er en terme de

performance des 22 opérations que compte le groupe. 32 milliards FCFA d'investissement ont été utilisés en 2016 pour plusieurs opérations techniques, a-t-il soutenu.

Saisissant le niveau d'exécution des recommandations par les opérateurs, le ministre Léon Juste Ibombo a exigé que les engagements soient pris pour « la résolution de la situation qui a trop duré ». Il a invité les opérateurs à une prochaine évaluation dans un mois.

Quentin Loubou

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

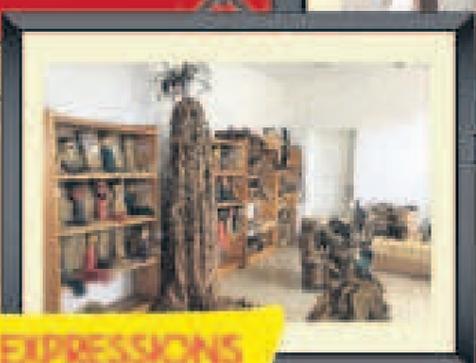
de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PENTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE




L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Milla
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La Banque mondiale revoit à la baisse la croissance de la région

Projetée en avril dernier à 2,6%, la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne devrait s'établir à 2,4% en 2017 contre 1,3% en 2016, selon un rapport semestriel de la Banque mondiale.

Après quelques mois de faibles performances, l'Afrique du Sud et le Nigeria ont renoué au deuxième trimestre de l'année en cours avec la croissance influant ainsi sur celle de la région. Ce relèvement, explique le rapport de la Banque mondiale, est tributaire de l'amélioration de la conjoncture internationale à travers notamment la hausse des cours des produits des industries extractives et le retour des flux des capitaux. Le rapport souligne « la mollesse persistante de cette embellie, insuffisante pour accroître le revenu par habitant en 2017 », malgré des perspectives positives. Il indique que la croissance est restée stable dans les pays dont les économies sont moins dépendantes des matières premières comme l'Éthiopie et le Sénégal. Cette croissance a été soutenue par les investissements dans les infrastructures et la production agricole. Le redressement des cours mondiaux du marché des métaux profite aux pays producteurs de la région. La stabilité des taux de change et la hausse de la production vivrière ayant atténué la flambée des prix des produits alimentaires, renseigne le rapport qui ajoute que les mesures d'ajustement budgétaire n'ont pas permis de réduire les déficits.

Les pays de la région sont appelés à redoubler d'efforts pour remédier à l'insuffisance des recettes et contenir les dépenses afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. « La plupart des pays africains n'ont pas de marge de manœuvre suffisante pour faire face à la volatilité de la conjoncture et doivent s'efforcer d'élargir un espace budgétaire... Ils doivent également mettre en place des mesures structurelles pour résister aux chocs, stimuler la productivité, renforcer les investissements et favoriser la diversification de l'économie », explique Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique.

Par ailleurs, le rapport stipule que l'Afrique subsaharienne devrait bénéficier d'une reprise modérée de l'activité économique en 2018 avec une croissance projetée à 3,2% et 3,5% en 2019. Ce, compte tenu de la stabilisation des cours des matières premières et de la hausse progressive de la demande intérieure.

S'agissant des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), le rapport relève que les perspectives demeurent difficiles. Ces derniers étant contraints de s'ajuster à la faiblesse des cours du pétrole qui diminue leurs recettes et augmente leur dette. « Les perspectives de la région restent néanmoins difficiles, la croissance n'ayant pas renoué avec le rythme moyen d'avant la crise. En outre, ces performances modérées ne pourront entraîner qu'une hausse modeste du revenu par habitant... », informe l'économiste principale de la Banque mondiale Punam Chuhan-Pole qui a dirigé ce rapport.

Christian Brice Elion

VIRUS EBOLA

Deux vaccins expérimentaux s'annoncent prometteurs

Deux vaccins expérimentaux contre le virus Ebola se sont avérés prometteurs pour protéger de la fièvre hémorragique pendant au moins un an, selon les résultats d'un essai clinique publié le 12 octobre.

L'étude publiée dans le New England Journal of Medicine a porté sur 1.500 personnes à Monrovia, au Liberia. Les participants ont reçu l'un des deux vaccins en cours de test ou un placebo. Le premier vaccin, rVSV-ZEBOV, a été conçu par des scientifiques du gouvernement canadien et est maintenant sous licence des laboratoires Merck, Sharp et Dohme Corporation. Le deuxième vaccin, cAd3-EBOZ, a été développé par le Centre de recherche sur les vaccins de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) et GlaxoSmithKline.

Après un mois, 84% des patients vaccinés avec le rVSV-ZEBOV ont développé des anticorps. Après un an, 80% d'entre eux étaient toujours protégés. Pour le cAd3-EBOZ, 71% ont développé des anticorps après un mois et 64% étaient toujours protégés à la fin de l'essai. « Cet essai clinique a fourni des informations précieuses qui sont essentielles pour le développement de ces deux vaccins potentiels contre Ebola », a déclaré Anthony Fauci, le directeur du NIAID. Cette étude « démontre également qu'une recherche clinique bien conçue et éthique peut être menée pendant une épidémie », a-t-il ajouté.

Après avoir reçu le vaccin, certaines personnes ont ressenti « des effets secondaires légers ou modérés, comme des maux de tête, des douleurs musculaires, de la fièvre et de la fatigue », indique le rapport. L'essai a été mené dans le cadre d'une collaboration de recherche clinique entre les États-Unis et le Liberia, connue sous le nom de Partenariat pour la recherche sur le virus Ebola au Liberia (PREVAIL).

L'épidémie de virus Ebola a tué plus de 11.000 personnes, principalement au Liberia, en Guinée et en Sierra Leone, entre la fin 2013 jusqu'en 2016. Une quinzaine de vaccins sont en cours d'élaboration à travers le monde contre Ebola, un virus très contagieux. Selon les experts, les premiers vaccins pourraient être approuvés d'ici à 2018, dans le cadre d'un processus réglementaire accéléré.

Josiane Mambou Loukoula

NATIONS UNIES

Les Etats-Unis quittent l'Unesco

Désormais les Etats-Unis conserveront le statut d'observateur. L'annonce de son retrait a été faite le 12 octobre, accusant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) d'être « anti-israélienne ».

Les Etats-Unis avaient prévenu, début juillet, de son intention de réexaminer ses liens avec l'Unesco après sa décision d'inscrire la vieille ville de Hébron, en Cisjordanie, au patrimoine mondial. Ils conserveront un statut d'observateur en lieu et place de leur représentation à l'agence onusienne sise à Paris. Selon le département d'Etat, ce statut permettrait de continuer d'apporter la « vision » et « l'expertise » américaines « sur certains dossiers importants gérés par l'organisation », notamment « la protection du patrimoine mon-

dial, la défense de la liberté de la presse » et la promotion des sciences et de l'éducation.

Le retrait ne sera effectif qu'à compter du 31 décembre 2018, conformément aux statuts de l'Unesco. « Cette décision n'a pas été prise à la légère, et reflète les inquiétudes des Etats-Unis concernant l'accumulation des arriérés à l'Unesco, la nécessité d'une réforme en profondeur de l'organisation, et ses partis pris anti-israéliens persistants », a ajouté le département d'Etat américain. Une décision que regrette « profondément » la directrice générale de l'organisation, Irina Bokova, et se disant « convaincue » que ses missions répondent « aux préoccupations du peuple américain ». « L'universalité est essentielle à la mission

de l'Unesco pour construire la paix et la sécurité internationales face à la haine et à la violence, par la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine », a rappelé la cheffe de l'Unesco.

Cette décision, qualifiée d'« affront à l'histoire », « discrédite encore plus une agence onusienne déjà hautement discutée », avait alors déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley.

Les Etats-Unis, grand allié d'Israël, avaient déjà pris ses distances avec l'Unesco. Ils avaient ainsi arrêté de participer à son financement en 2011 après que l'agence a admis la Palestine parmi ses Etats membres. Mais ils continuaient depuis à siéger au conseil exécutif de l'Unesco, composé de 58 membres.

J.M.L.

L'Unesco «regrette profondément» la décision américaine

La directrice générale de l'Unesco Irina Bokova a dit « regretter profondément » jeudi la décision des États-Unis, tout juste annoncée, de se retirer de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, accusant l'institution de positions « anti-israéliennes ».

« Je regrette profondément la décision des Etats-Unis d'Amérique de se retirer de l'Unesco, dont j'ai reçu la notification officielle par lettre du Secrétaire d'Etat Américain M. Rex Tillerson », a-t-elle écrit dans un communiqué. « L'universalité est essentielle à la mission de l'Unesco pour construire la paix et la sécurité internationales face à la haine et à la violence, par la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine », a affirmé Mme Bokova.

« C'est une perte pour la famille des Nations Unies. C'est une perte pour le multilatéralisme », a commenté Mme Bokova.

Les Etats-Unis, qui avaient déjà quitté l'Unesco entre 1984 et 2003 et suspendu leur contribution financière en 2011, ont annoncé jeudi qu'ils se retireraient de l'Organisation, l'accusant d'être « anti-israélienne ».

Dans son communiqué, Mme Bokova dresse un inventaire de mesures prises par l'Unesco en par-

tenariat avec les Etats-Unis contre l'anti-sémitisme. « Ensemble, nous avons travaillé avec le regretté Samuel Pisar, Ambassadeur honoraire et envoyé spécial pour l'enseignement de l'Holocauste, afin de partager l'histoire de l'Holocauste pour lutter contre l'antisémitisme et prévenir des génocides, avec la Chaire Unesco pour l'éducation au génocide au sein de l'Université de Californie du Sud et avec celle consacrée à l'alphabétisation au sein de l'Université de Pennsylvanie ». Ou encore « nous travaillons avec l'OSCE pour produire de nouveaux outils pour les éducateurs contre toutes les formes d'antisémitisme, comme nous l'avons fait pour combattre le racisme anti-musulman dans les écoles ».

Début juillet, les Etats-Unis avaient prévenu qu'ils revoyaient leurs liens avec l'Unesco, qualifiant d'« affront à l'histoire » sa décision de déclarer la vieille ville de Hébron, en Cisjordanie occupée,

« zone protégée » du patrimoine mondial. L'ambassadrice américaine auprès des Nations unies Nikki Haley avait alors affirmé que cette initiative « discrédite encore plus une agence onusienne déjà hautement discutée ».

Le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco a inscrit la vieille ville d'Hébron sur cette liste en tant que site « d'une valeur universelle exceptionnelle ». Il a également placé cette ville située dans les Territoires palestiniens sur la liste du patrimoine en péril. Haut lieu de tensions, Hébron abrite une population de 200.000 Palestiniens et de quelque centaines de colons israéliens, qui sont retranchés dans une enclave protégée par des soldats près du lieu saint que les juifs désignent sous le nom de tombeau des Patriarches et les musulmans mosquée d'Ibrahim.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait à l'époque qualifié de « délirante » la décision de l'Unesco. Quelques mois plus tôt, l'Unesco avait identifié Israël comme une force d'occupation à Jérusalem. Les Etats-Unis avaient déjà suspendu leur participation financière en 2011 après l'admission de la Palestine

AFP

Qui de la Française Audrey Azoulay ou Hamad ben Abdoulaziz al-Kawari succedera à Irina Bokova?

Les 58 membres du Conseil exécutif de l'Unesco ont voté hier pour l'élection du directeur général de l'organisation. A l'issue du 3^e tour, la France et le Qatar étaient à égalité avec 18 voix, devant l'Égypte. La diplomatie française a déployé beaucoup de moyens pour qu'Audrey Azoulay l'emporte face au Qatar, Hamad ben Abdoulaziz al-Kawari, arrivé en tête des deux premiers

tours devant la Française. Depuis mars, la candidate Audrey Aoulay (France), 45 ans, ancienne ministre de la Culture, a visité une cinquantaine de pays du Conseil exécutif de l'Unesco. Elle a même été présente au sommet du G7 de Toarmania, en mai dernier, en Sicile (Italie), puis à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, en septembre, en

compagnie du président Emmanuel Macron, pour convaincre les représentants des pays exécutifs du bien-fondé du projet français.

Le pari de la France est une qualification au 5^e et dernier tour de sa candidate face au Qatar, au soir du 13 octobre. Paris compte former un front uni contre Doha.

Noël Ndong

FRANCE

Colloque sur le handicap au Congo-Brazzaville



Jeunes apprenants dans les ateliers de l'Association Mission internationale Dimpa-Iesrm de Laurent Coddy à Ouesso au Congo-Brazzaville (DR)

Didier Renaud, responsable national du secteur Afrique francophone de la Commission internationale de la Confédération des PME, président de l'ADAC, invite les Congolais de l'extérieur et les amis du Congo à un colloque sur le handicap.

Lundi 20 novembre à 13 h 30, à la Terrasse Bellini de Puteaux la Défense, plusieurs spécialistes internationaux, en appui de l'expérience du projet mené 18 mois après par l'institut Dimpa à Ouesso, dans le nord du Congo, présenteront le projet précis sur le traitement du handicap au Congo dans le cadre de

l'éducation et de la formation professionnelle. Selon son président, l'Agence pour le développement de l'Afrique centrale et de l'Afrique francophone (ADAC), œuvre dans l'action constructive en fédérant des compétences internationales permettant le développement endogène des pays concernés à travers l'économie de proximité, la création d'entreprises, d'emplois et de richesses partout où cela est possible.

Cette agence est présente au Congo en collaboration avec le ministère de l'Artisanat, des PME et de l'économie informelle sur la promotion et la

collaboration des PME entre le Congo et la France à travers la Confédération des PME. Pour le handicap, ADAC travaille avec deux associations : l'Association nationale des aveugles du Congo et l'Association mission internationale Dimpa-Iesrm de Laurent Coddy.

Le programme commun déjà établi envisage l'ouverture d'une école, de plusieurs centres de formation pour l'inclusion des handicapés dans la vie courante, et la création de centres artisanaux pour le développement d'une économie autour de la problématique du handicap.

Marie Alfred Ngoma

SANTÉ

L'OMS inquiète de l'augmentation des cas d'obésité chez les enfants et adolescents

Pour attirer l'attention de la communauté internationale en général et des experts de santé en particulier quant à la recrudescence des cas d'obésité chez les enfants et adolescents dans le monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié, le mercredi 11 octobre, un rapport sur la question.

Ce rapport soulignant qu'en 40 ans, les cas d'obésité chez l'enfant et adolescent ont été multipliés par 10 à travers le monde. « Le nombre d'enfants et d'adolescents obèses dans le monde a été multiplié par 10 au cours des quatre dernières décennies », indique cette expertise qui a été publiée, lors de la Journée mondiale de l'obésité.

Selon ce texte qui dresse cette courbe croissante et les statistiques de ce fléau, le nombre d'enfants obèses est passé de 11 millions en 1975 à 124 millions en 2016. Alors que 213 millions étaient considérés en surpoids en 2016 mais restaient

en dessous du seuil de l'obésité. « Au cours des quatre dernières décennies, les taux d'obésité chez les enfants et adolescents ont grimpé en flèche dans le monde entier, et la tendance se poursuit

« En étant obèse, on est exposé à un plus grand risque de maladies comme le diabète »

dans les pays à revenu faible ou intermédiaire », a déclaré Majid Ezzati, principal auteur de l'étude avant de spécifier que récemment ces cas se sont stabilisés dans les pays à revenu élevé, mais les niveaux d'obésité restent toutefois inacceptables. Parlant des causes de la recrudescence du fléau, Majid Ezzati évoque dans ce document que ces tendances inquiétantes reflètent indubitablement l'im-

pact de la commercialisation des produits alimentaires et le manque des politiques adéquates au niveau mondial. « En étant obèse, on est exposé à un plus grand risque de maladies comme le diabète », précise encore ce rapport.

Par ailleurs, parlant des stratégies à mettre sur pied ou contre le fléau, ce document propose que pour lutter contre l'obésité, il faut nécessairement des moyens. Et, faire en sorte que les aliments sains et nutritifs soient davantage disponibles dans les foyers comme dans les écoles, surtout dans les familles et les communautés défavorisées. Outre cette proposition, il faut aussi mettre en place des textes et règlements pour protéger les enfants contre des aliments nocifs pour leur santé. Notons que, cette étude a été réalisée conjointement par l'OMS et l'Imperial College London (Royaume-Uni) et publiée dans la revue The Lancet.

Rock Ngassakys

EDUCATION

Plus de 130 millions de filles non scolarisées dans le monde

A l'occasion de la Journée internationale de la fille instaurée par l'agence ONU Femmes il y a 6 ans, l'ONG One a publié le 11 octobre un rapport alarmant qui établit le classement des pays où les filles n'ont pas accès à l'école.

Selon ce rapport, neuf des dix pays du monde où les filles ont le moins accès à l'éducation sont en Afrique. La liste comprend le Soudan du Sud, la République centrafricaine, le Niger, le Tchad, le Mali, la Guinée, le Liberia, le Burkina Faso et l'Éthiopie.

Au Soudan du Sud par exemple, une fille sur quatre seulement va à l'école primaire et seuls 15,93 % des filles ont accès à l'éducation. Le Soudan du Sud est suivi par la République centrafricaine (17,75 %), le Niger (21,50 %), le Tchad (27,16 %), le Mali (29,28 %) et la Guinée (30,35 %). L'Afghanistan figure aussi sur la liste (23,51 %).

En effet, l'accès des filles à l'éducation et la poursuite de leur scolarité se heurtent à de nombreux obstacles sociaux, culturels et économiques. Dans les dix pays du classement, l'ONG One souligne que, plus de la moitié des filles se marient avant leur 18e anniversaire, et en moyenne, une fille sur quatre est obligée de travailler.

Plus d'égalité hommes-femmes stimulerait la croissance. « Pour se rendre à l'école, parfois sans manuels scolaires adaptés, elles doivent généralement parcourir de longues distances, souvent dans des conditions dangereuses ». « Autant de raisons qui expliquent pourquoi, en 2017, près d'un demi-milliard de femmes dans le monde ne savent toujours pas lire », poursuit le rapport. « Cet index montre que pour améliorer réellement l'accès de toutes les filles à l'école et à l'instruction, une attention particulière doit être accordée aux pays les plus pauvres et à ceux en conflit », a proposé l'ONG dans son rapport intitulé « Accès des filles à l'éducation dans le monde : les mauvais élèves ».

Yvette Reine Nzaba

BRÈVES

MALI

L'Unicef alerte sur l'accentuation de la malnutrition dans les régions touchées par les conflits. Selon une enquête « SMART » menée par l'organisation onusienne et ses partenaires au Mali, le taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans a atteint des niveaux critiques à Tombouctou (15,7%) et à Gao (15,2%). De graves niveaux de malnutrition aiguë ont également été enregistrés dans les régions de Kayes (14,2%) et Taoudéni (14,3%), tandis que le taux national est de 10,7%. Pour 2018, l'Unicef estime que 165.000 enfants devraient souffrir d'une malnutrition aiguë sévère au Mali. Pour l'organisation, il est indispensable d'investir dans les 1.000 premiers jours critiques de la vie des enfants afin de réduire le risque de malnutrition aiguë.

CÔTE D'IVOIRE

Le chef du protocole du président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Souleymane Kamaraté Koné, écroué en début de semaine dans une affaire sensible de découverte d'une cache d'armes pendant une mutinerie de soldats, accuse mercredi dans une lettre ouverte le président Alassane Ouattara de viser « son patron » (Guillaume Soro) à travers lui. Il a été accusé de « complot contre l'autorité de l'Etat » dans l'affaire de la cache d'armes découverte dans une villa lui appartenant à Bouaké en mai. Soul to Soul assure cette fois ouvertement que les armes ont été stockées chez lui lors de la rébellion en 2010 dans le but de lutter contre le camp de l'ancien président Gbagbo. « Et moi je suis en prison à cause de ces armes qui ont mis Alassane Ouattara au pouvoir. Si telle est la volonté de Dieu, alors je m'incline », écrit-il depuis sa cellule.

Josiane Mambou Loukoula

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Afrique centrale et de l'Ouest renforcent leur coopération policière

Les chefs de police des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et ceux de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis, les 10 et 11 octobre à Yaoundé, au Cameroun, sous l'égide d'Interpol. Objectif : Intensifier leur coopération policière afin d'endiguer le terrorisme.

Boko Haram, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), Ansar Dine... Du lac Tchad au Sahel, l'influence des groupes terroristes en Afrique centrale et de l'Ouest s'amplifie. Le nombre élevé de ces organisations spécialisées dans divers trafics (drogues, êtres humains...) et le crime organisé inquiète. Ces mouvements entretiennent des connexions leur permettant de « se soutenir entre eux », selon Jürgen Stock, secrétaire général de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC-Interpol).

La circulation d'armes légères et de petits calibres dans ces deux régions en sont la cause majeure. « La riposte des forces de l'ordre doit

être robuste », suggère le haut responsable allemand, évoquant les enjeux de cette grand-messe. Avec sa base de données contenant plus de 80 millions d'informations, Interpol a proposé au cours de ces travaux de fournir son assistance technique aux 25 pays de la CEEAC et de la CEDEAO, afin de les aider à accroître leur efficacité dans la lutte contre le crime organisé et la criminalité sur leurs territoires et leurs espaces frontaliers, sur la base d'une coopération plus étroite.

L'idée est surtout de travailler à la mise en place d'opérations tactiques, tâche pour laquelle le partage du renseignement joue un rôle central, a expliqué M. Stock, à l'ouverture de la réunion. Pour mener à bien cet objectif, il faut trou-

ver des solutions au problème d'insuffisance des moyens humains, financiers et matériels généralement observé dans les pays de la côte ouest-afri-

« La riposte des forces de l'ordre doit être robuste »

caine. En vue de renforcer les capacités dans cette partie du continent, Interpol met à disposition un financement de deux millions d'euros.

Malgré ces difficultés, les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest s'emploient depuis des années à renforcer leur coopération dans le domaine sécuritaire, en mettant sur pied des comités de sécurité transfrontalière chargés de mener des activités visant à réduire

les menaces à la paix et la stabilité et mettant en avant le partage d'informations.

Le chef du bureau régional d'Interpol pour l'Afrique de l'Ouest, Marcelin Abbé, annonce une bonne coopération policière entre les différents membres de cette organi-

le remettre aux autorités du pays A, sans attendre la longue procédure d'extradition judiciaire. Il en est ainsi aussi des biens issus des crimes ». Cette mesure, a-t-il précisé, « permet de réduire les menaces de façon drastique. On ne peut pas y mettre fin, mais les bandits savent qu'il n'y a plus d'espace où ils peuvent se cacher. En tout cas, chaque pays est engagé à cela ».

Face à la menace terroriste, il est créé dans les pays de plus en plus d'unités de lutte contre le terrorisme. Ces unités ont pour mission de mettre en pratique la politique d'Interpol à travers la stratégie globale de lutte contre le terrorisme. L'utilisation des bases de données d'Interpol permet de suivre les déplacements des terroristes, de prévenir et de combattre le terrorisme en cas d'attaque.

Josiane Mambou Loukoula

sation. Selon Abdoul Gardi Condé, cette coopération se traduit par « un accord qui permet la remise simplifiée de police à police de malfaiteurs et des biens mal acquis. Cela veut dire, lorsqu'un bandit commet une infraction dans un pays A et fuit vers un pays B, à la demande du pays A, les autorités policières du pays B peuvent l'arrêter et

CYBER SÉCURITÉ

42% des cyberattaques enregistrées en Afrique depuis 2012

La deuxième édition d'Africa Cyber Security Conference (ACSC), tenue du 10 au 12 octobre à Abidjan en Côte d'Ivoire, a permis de faire l'état des lieux sur les avancées technologiques, les enjeux économiques et sociaux, ainsi que les défis dans le domaine de la sécurité et de la préservation des données tant au niveau privé que public.

Le continent africain enregistre 42% des cyberattaques depuis 2012, selon le rapport Symantec. Pour soutenir la transformation numérique et le développement de nouveaux usages, un renforcement de la sécurité numérique est indispensable. Pendant ces assises, 4800 participants ont réfléchi sur le thème : « L'état de la cyber-sécurité en Afrique : opportunités de l'économie numérique face au cyber menaces », dans un continent en proie à des activités cyber-criminelles.

Les conférences inaugurales ont porté sur la « transformation digitale en Afrique enjeux et opportunités » et « la cyber sécurité en Afrique à l'ère du digital ». Les experts ont également abordé la question des enjeux et des opportunités offertes par le digital au continent africain. « La tech-

nologie ne fait pas la transformation digitale, c'est plutôt par l'usage que se crée la transformation », a dit Philippe Choyer, directeur général de CFAO Technologies. S'adressant aux jeunes, il a insisté sur la nécessité de « conserver nos traditions africaines pour en faire une force dans notre évolution technologique ».

Abondant dans le même sens, Patrick Mbengue, président du GOTIC (Groupement des opérateurs du secteur des TIC de Côte d'Ivoire), a déclaré que « l'Afrique doit fabriquer son digital, adapté à ses réalités ». Aussi, il est important « d'innover dans les usages afin que nos industries soient fortes. Il est important que nous ayons une stratégie digitale régionale commune », a-t-il indiqué.

Pour les experts, une cyberattaque n'est pas discriminatoire. Elle peut venir du continent comme l'Asie et avoir un impact en Afrique. « Les 3/4 du temps, nos structures qui sont fragiles, sont plutôt utilisées pour mener des attaques vers d'autres continents », a relevé Philippe Kouamé, directeur de

des cyberattaques, ne sont pas enclines à communiquer. Pour Mack Coulibaly, CEO de Jighi et organisateur de la conférence, Africa Cyber Security Conference existe « pour soutenir la transformation numérique et le développement de nouveaux usages, un renforcement de la sécurité numérique

« La technologie ne fait pas la transformation digitale, c'est plutôt par l'usage que se crée la transformation »

la Confiance numérique et de la sécurité des réseaux, ART-CI. Pour Marc Israël, CTO Afrique de Microsoft, « il ne s'agit pas uniquement de sécuriser les données, mais également de signaler toutes les attaques. Afin de permettre aux autres de corriger les failles dans leurs systèmes ». Malheureusement, sur le continent, les structures qui subissent

est indispensable. Il permet également aux citoyens de mieux comprendre les enjeux liés à la cybercriminalité ». Il a révélé qu'en 2015 « au nombre des ingénieurs programmeurs dans le monde, l'Afrique n'en comptait que 3% ». Un chiffre qui ne cesse de décroître. Aussi encourage-t-il, les africains, « à devenir des créateurs de produits digi-

taux et non plus de simples consommateurs. »

Le sujet sur la sécurité est devenu un débat essentiel pour la cyber sphère. Ainsi, au cours de cette conférence, les participants se sont affrontés lors de plusieurs épreuves autour des sujets Forensic, cyberattaques, stratégies cyberdéfenses. Une démonstration technique qui permet aux entreprises partenaires de présenter des solutions, des projets R&D, des démonstrations d'attaques ou de prototypes, ont été au rendez-vous.

Outre les rencontres B to B, les Workshops, et les différentes démonstrations, les participants ont échangé sur plusieurs thématiques notamment : « relever les défis de la cyber sécurité en Afrique » ; « comment l'Afrique peut devenir le nouvel eldorado de la cyber sécurité ? », ainsi que « l'impact et l'opportunité économique de la cyber sécurité »..., animés par 86 conférenciers de haut niveau.

J.M.L.



DJ RESIDENT & HAPPY HOUR



DJ RÉSIDENT PATCHY GÉNÉRIQUE
TOUS LES SAMEDIS, DE 18H À 23H

HAPPY HOUR
VOTRE 2^E CONSOMMATION OFFERTE*, DE 18H À 20H

ESSENGO BAR



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



*hors cafés, thés et bouteilles d'alcool

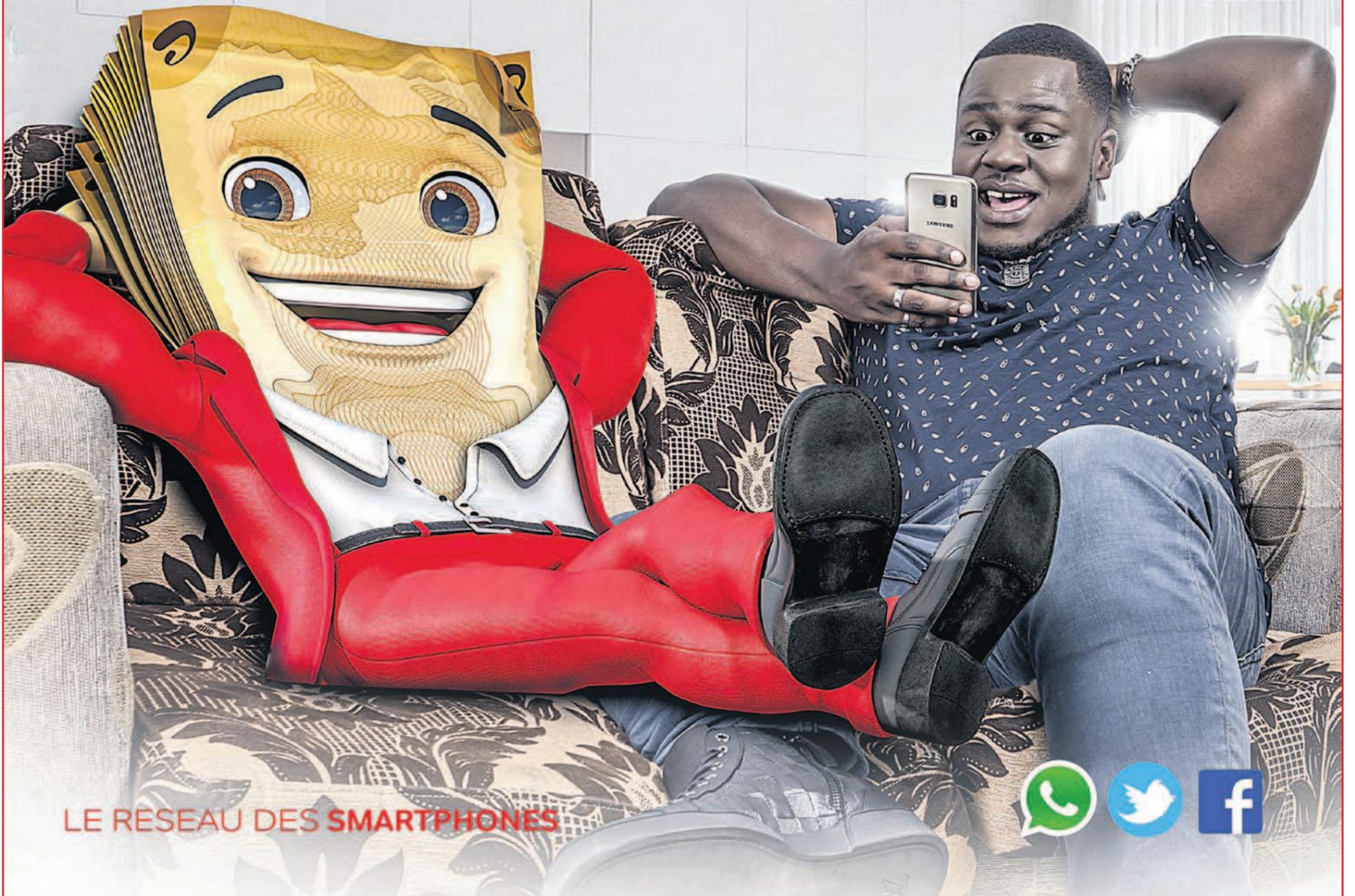


100% BONUS INTERNET

Paie ton forfait par **Airtel money**
et gagne le même forfait en **bonus**

Compose ***121*4#**

AG Partners



LE RESEAU DES SMARTPHONES



AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution de la place de Brazzaville recrute :

Un Réceptionniste H/F

Doit avoir une bonne présentation, le sens de l'accueil, des compétences commerciales, informatiques et une connaissance de la langue anglaise.

Bac + 2 ou BTH

Une Attachée Commerciale F

Maitrise de la vente et des techniques de négociation commerciale, capacité d'analyse et de faire des rapports d'activités. Bonnes connaissances en informatique en anglais.

Bac + 3 ou BTS Action Commerciale

Un Assistant de Direction H/F

Compétences avérées en secrétariat et bureautique, connaissances de la gestion des Ressources Humaines, maîtrise de l'outil informatique.

Bac + 3 ou License en Ressources Humaines

Un Aide-Econome H

Bonnes connaissances en comptabilité et en gestion des stocks, maîtrise de l'outil informatique.

BTS comptabilité ou Bac+2

Un Chauffeur/Coursier H

Titulaire du permis B, bonne présentation et connaissances de la ville, disponibilité, discrétion

Niveau Bac

Composition des dossiers de candidature :

- CV avec une photo et une lettre de motivation
- Références de deux précédents employeurs.

Dossiers de candidature à envoyer à l'adresse suivante :

recrutementwbs@gmail.com au plus tard le 20 Octobre 2017 à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte passé ce délai.

unicef | pour chaque enfant

AVIS DE VACANCE DE POSTE N°507680

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter Un(e) Spécialiste en Protection

Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la Spécialiste en Protection aura sous sa responsabilité :

1. L'appui aux programmes/projets de développement et de planification,
2. La gestion des programmes, le suivi et l'atteinte des résultats,
3. L'appui technique et opérationnel pour la mise en œuvre du programme,
4. L'innovation, la gestion des connaissances et des compétences.

Profil requis pour le poste

- Nationalité Congolaise (République du Congo).
- Un diplôme universitaire supérieur (au moins un Master) en développement international, droits humains, psychologie, sociologie, droit international et autre domaine des sciences sociales.
- Un minimum de 5 années d'expérience professionnelle dans la planification du développement social et de la gestion dans la protection de l'enfance et autres domaines connexes au niveau international ; une expérience pertinente dans la protection de l'enfance et des domaines connexes, élaboration d'un programme/projet et gestion dans une Agence du système des Nations Unies ou une organisation est un atout. Une expérience dans des contextes humanitaires et de développement serait également un atout supplémentaire.
- Capacité d'analyse et de conceptualisation.
- Aptitude à travailler en équipe dans un environne-

ment international et multiculturel.

- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Aptitude à diriger et à superviser.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- La maîtrise du français et de l'anglais est requise. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU ou d'une langue locale serait un atout.

Conditions de service

- Contrat Temporaire (364 jours), renouvelable une (1) fois selon les besoins du programme et la validité du poste.
- Grade : NO-C, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 31 octobre 2017 à 23 heures 55 minutes

Titre du poste : Spécialiste en Protection, NO-C - Brazzaville

Numéro de publication : 507680

COMMENT POSTULER :

Rendez-vous sur le site UNICEF avec le lien suivant : <http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/507680> et CLIQUEZ SUR « APPLY » pour commencer.

IMPORTANT : Les candidats doivent IMPERATIVEMENT disposer d'une adresse électronique fonctionnelle avant de postuler.

MAISON A LOUER

Adresse : Quartier résidentiel près de l'ambassade des Etats-Unis

Une Propriété comprenant :

Un double salon et une salle à manger - une très grande cuisine avec pièce annexe

Une buanderie - sept chambres - sept salles de bain - Deux annexes, un garage

Une grande terrasse (200m²) - Un sous-sol - Un beau jardin à l'entrée de la villa

Equipée d'un forage et d'une clôture électrique

Téléphone : +242 06 450 40 40 / 05 049 76 07 / 05 551 87 12

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMERIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRE COLLE
CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



journaux



Magazines



Cartes de visite Dépliants



Livres Calendriers Flyers Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux

OFFSET

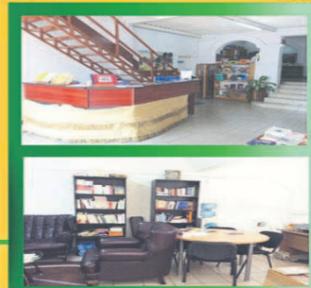
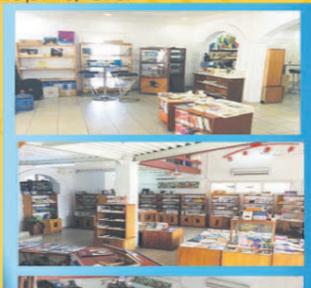
Cherries à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 551 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adac-congo.com



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



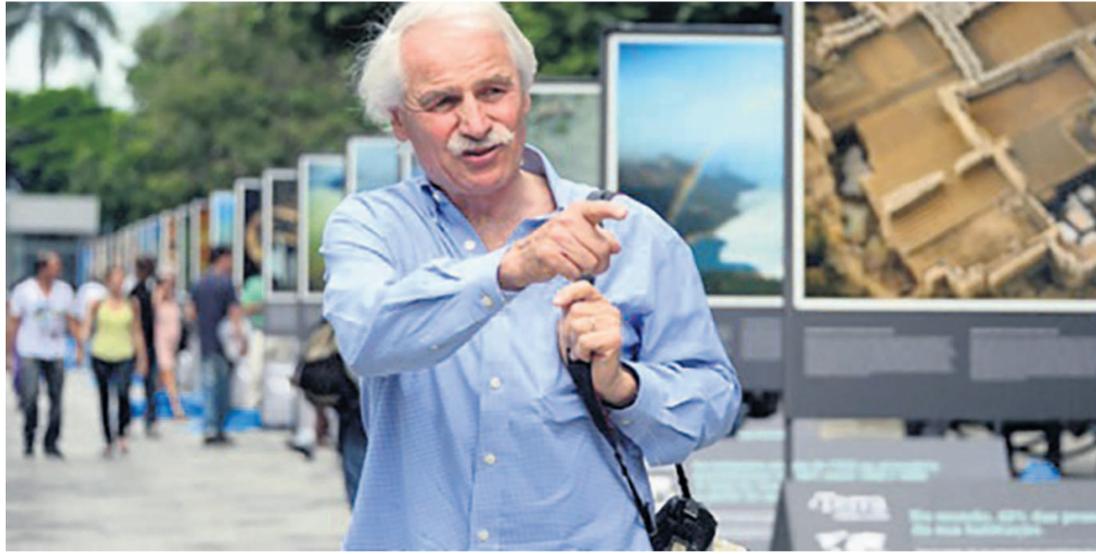
7^e ART

« Human » projeté à l'Institut français du Congo

D'une durée de 02h20, la projection de ce film, a eu lieu en présence de la ministre de l'économie forestière, Rosalie Matondo, de la directrice des arts et des lettres au ministère de la Culture et des arts, Emma Mireille Opa-Elion, de la conseillère au département de la Culture, des arts et du tourisme du président de la République du Congo, Lydie Pongault, ainsi que de bien d'autres conseillers du chef de l'Etat et de l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery

Du genre documentaire, le film « Human » a été présenté par l'Institut français du Congo (IFC) et Les Dépêches de Brazzaville en présence de son réalisateur Yann Arthus-Bertrand. Il y a quelques années, ce photographe professionnel et cinéaste, nourrissait l'envie de faire un film qui parle de beaucoup de choses : la guerre, la xénophobie, la pauvreté, l'amour... ; ce qui fut fait, le 12 septembre 2015, date de la sortie officielle de ce chef-d'œuvre, produit par Florent Gilard.

Pour réaliser ce film, Yann Arthus-Bertrand et Anastasia Mikova, sont allés dans plus de 60 pays différents et entretenus deux mille (2000) personnes environs. Dans chaque pays, ils ont travaillé des gens pendant des mois, parfois en amant ; une manière de les aider à approcher tout ce monde et leur expliquer le travail qu'ils faisaient. Le plus souvent ce n'était pas des questions anodines qui devaient durer dix (10) minutes par-là, mais plutôt des entretiens très longs qui dureraient chacun, une (1), deux (2) ou parfois trois (3) heures, pour lequel



Yann Arthus-Bertrand, le réalisateur du film-documentaire Human (DR)

dans ce film, ils n'ont présenté que des petits extraits. D'où, pensent-ils que pour réaliser des tels films, il important que les gens soient bien préparés.

Mais au-delà de ça, a précisé Anastasia Mikova, il y avait deux types de tournage sur ce film : des tournages dits Universal où tout le monde pou-

vait participer, pour parler de la famille, de l'amour, de l'éducation, du sens de la vie... Mais il y avait aussi des sujets spécifiques où Yann Arthus-Bertrand qui voyageait beaucoup depuis l'hélicoptère, voulait absolument mettre en lumière, en parlant de l'humanité aujourd'hui.

que ce film prend fin.

Oeuvre soutenue par la fondation Bettencourt Schueller, « Human » est composé d'images inédites tournées uniquement pour ce film. Il a été projeté aux Nations unies. La projection a été suivie d'un débat animé par Yann Arthus-Bertrand et

pour informer l'auditoire du tournage d'un nouveau film à Brazzaville qui va parler des femmes. Chaque personne ont-ils dit, à une histoire. Il n'y a pas une personne qui n'a rien raconté ; par contre, ce qu'il faut voir, c'est de savoir si la personne est prête à partager son histoire ? Est-ce qu'elle a envie de la dire au reste du monde ? D'aller au plus profond de soi-même pour partager des choses qu'elle n'a peut-être jamais raconté à personne ? C'est plutôt en cela qu'a consisté le travail qu'ils sont en train de mener. Car, pensent-ils, il n'y a pas de bonnes recettes pour trouver des gens, mais en même temps, il y a une façon d'approcher les gens.

« Nous allons faire un film sur les femmes, parce que les femmes ont quelque chose à dire. Je pense que faire un film sur les femmes, c'est faire un film sur le droit, sur la justice, sur le courage, parce que les femmes sont bien courageuses que les hommes, ... Les femmes de plus en plus ne veulent plus que les changements viennent de l'extérieur. A chances égales, les femmes réunissent leurs études que les hommes. Aujourd'hui elles ont le droit de voter dans presque tous les pays du monde », a déclaré Yann Arthus-Bertrand.

La sortie de ce nouveau film sur les femmes est prévue en 2019.

Bruno Okokana

Anastasia Mikova a fait savoir aux spectateurs que le témoignage le plus fort de ce film vient du tournage spécifique sur un américain qui parle (au début du film) de comment il voit la vie et du sens qu'il donne à cette vie lorsqu'il est face à la mort. C'est par un joli décor constitué des paysages et des gens

Anastasia Mikova.

Bien avant la projection de « Human », Yann Arthus-Bertrand a projeté un documentaire sur la République du Congo. Il a pris le soin d'expliquer séance tenante ce documentaire le Congo, vue du ciel.

Yann Arthus-Bertrand et Anastasia Mikova ont profité de l'occasion

NOUS AVONS PENSE A VOUS !

Formations professionnelles de qualité à votre portée

100% pratique

**Maintenance - Réseau informatique & Internet
Linux & Windows Server - Sécurité informatique
Programmation - Gestion projet - Bureautique**

Choisissez vos jours

- lundi à vendredi
- samedi à dimanche

Choisissez votre formation

- en groupe
- ou personnalisé

Prix abordable

35 000 à 75 000 F/mois

Début des formations : 16 oct. 2017
Inscription à partir 02 oct.2017: 10 000F



06 621 45 25 / 05 345 78 62

E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les députés enjoins de prioriser la loi électorale

Le président Joseph Kabila a adressé une correspondance au bureau de l'Assemblée nationale, le 10 octobre, pour demander aux députés nationaux d'examiner à priori un certain nombre de lois dont celles en rapport avec le processus électoral.

L'annonce par la Céni d'un report possible de la présidentielle jusqu'à avril 2019 continue de susciter des remous dans la classe politique jetant le doute dans les esprits quant à la volonté réelle du gouvernement d'amener les Congolais aux élections. C'est sur le chef de l'État, Joseph Kabila, dont le mandat a pris fin officiellement en décembre 2016 qu'une certaine opinion intérieure jette l'anathème, le considérant comme étant à la base de la lenteur que connaît le processus électoral. Et pourtant, ce dernier continue de crier et haut fort qu'il y aura bien élections dans son pays. Il l'a réitéré dernièrement à la tribune de la 72^e assemblée générale de l'ONU sans toutefois avancer une quelconque date. Comme quoi, sur le principe, la tenue des élections demeure un fait implacable et inévitable. Aussi, pour donner un gage sup-

plémentaire de sa volonté de voir les élections se tenir tout en gardant un profond mystère sur une candidature à laquelle il n'a plus droit après épuisement de ses deux mandats constitutionnels, Joseph Kabila est sorti de ses gonds pour tenter de recadrer l'action parlementaire tendant à s'écarter du droit chemin. Dans une correspondance adressée le 10 octobre au bureau de l'Assemblée nationale et à laquelle actualités.cd a fait mention dans une de ses récentes dépêches, le chef de l'État a instruit les députés nationaux de prioriser un certain nombre de lois essentielles à la bonne marche du pays. Il s'agit, entre autres, de la loi portant révision du code minier, la loi pratique à la réforme du système fiscal, la loi sur le partenariat public et privé, la loi portant révision du code forestier, la loi portant ratification de l'accord de Paris et la loi portant ratification de l'accord-cadre sur le rapport entre l'État congolais et le Saint-Siège. Dans la foulée, il n'a pas manqué de faire aussi allusion aux lois en rapport direct avec le processus électoral, en l'occurrence la loi sur le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral

(CNSA), la loi électorale et la loi sur la stabilité publique. « *Je vous prie d'apporter l'intelligence voulue aux traitements de ces matières lors de vos sessions* », a écrit le président de la République. Une façon pour lui de rassurer sur le fait que l'organisation des élections demeure pour lui une source de préoccupation. Alors qu'il s'exprimait mercredi à New York à la réunion du Conseil de sécurité sur la situation en RDC, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Leonard She Okitundu, a exprimé la volonté de la RDC et de son gouvernement d'amener les Congolais aux élections. « *La République démocratique du Congo tient fermement à l'irréversibilité de l'organisation des élections, mais à des bonnes élections qui pourront conduire à une passation pacifique du pouvoir* », a-t-il déclaré. Notons que la lettre du chef de l'État adressée aux députés par l'entremise de leur président qui s'est fait le devoir d'en dévoiler le contenu en plénière intervient alors que les députés de l'opposition ne siègent plus depuis quelques jours aux plénières de l'Assemblée nationale.

Alain Diasso

La tripartite Céni-gouvernement-CNSA délocalisée à Kinshasa

Des problèmes logistiques seraient à la base de la délocalisation de cette réunion stratégique et capitale pour la suite du processus électoral de Kisantu à Kinshasa.

Chaque jour qui passe fait éloigner de plus bel la perspective de la tenue des élections conformément à l'accord de la Saint-Sylvestre qui fixait l'échéance en décembre 2017. Après le communiqué de la Céni annonçant le report de la présidentielle à avril 2019, tout se passe comme si tout le monde n'attendait que cela pour se prélasser avec l'idée qu'il n'y a plus aucune contrainte pour parer au plus pressé. Avril 2019 est très loin. De quoi réjouir ceux qui ont toujours redouté la tenue des scrutins, synonyme de perte des privilèges que leur confère leur statut de représentants du peuple avec lequel, du reste, ils sont en rupture de ban depuis des lustres.

Comme pour rajouter au communiqué controversé de la Céni, un autre émanant du Conseil national de suivi de l'accord du 31

décembre (CNSA) publié ce jeudi confirme le report de la tripartite Céni-gouvernement-CNSA initialement prévue pour le 12 octobre à Kisantu dans la province du Kongo central. D'après la source, il a également été décidé de délocaliser la réunion qui, aux dernières nouvelles, va se tenir à Kinshasa le 17 octobre. À en croire des sources, les problèmes d'ordre logistiques seraient à la base de cette délocalisation. Il va sans dire que cette tripartite, chargée d'évaluer l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre, le processus électoral et de lever quelques options quant à la publication du calendrier électoral et la suite du processus, n'aura qu'à avaliser le report des élections pour 2019. Il sera question, pour ainsi dire, d'acter simplement la décision de la Céni qui, dans cette structure, est la seule institution experte dont les avis et considérations ont force de loi. Au lendemain de cette tripartite, la Céni aura donc la latitude de procéder, comme promis, à la publication solennelle du calendrier électoral tant attendu.

A.D.

Pas d'élection pour remplacer Kabila avant 2019

Pas d'élection en République démocratique du Congo avant 2019 pour remplacer Joseph Kabila : la commission électorale a discrètement lancé cette annonce fracassante au moment où l'ONU s'inquiétait mercredi d'une aggravation des crises dans ce pays-continent d'Afrique centrale.

Il fallait lire attentivement mardi la dépêche quasi-quotidienne de la Commission nationale électorale indépendante (Céni) pour tomber sur cette phrase qui commence à susciter des réactions virulentes: «*La Céni a besoin de 504 jours après la fin de l'enrôlement (ndr: recensement) pour arriver au jour de scrutin*». Ce recensement étant encore en cours pendant plusieurs semaines dans les régions du Kasai (centre) victimes de violences, la Céni affirme donc qu'il n'y aura pas d'élection avant le premier trimestre 2019 et que le président Kabila peut se maintenir au pouvoir jusqu'à cette date. Son second et dernier mandat a pris fin le 20 décembre 2016 et la Constitution ne lui permet pas de se représenter. Cette déclaration enterme définitivement l'accord entre le pouvoir et l'opposition du 31 décembre 2016. Conclu sous l'égide de l'Église catholique, le texte prévoyait des élections présidentielle, législatives et locales au plus tard fin 2017. Cet accord dit de la Saint-Sylvestre



Maman Sidikou

avait été conclu pour éviter de nouvelles violences après le maintien au pouvoir du président Kabila. «*Il n'y a plus à attendre. Congolais, la force de la rue, c'est maintenant... ou jamais*», a réagi mercredi sur Twitter le mouvement Lutte pour le changement (Lucha). Sollicité par l'AFP, le leader de l'opposition Félix Tshisekedi a réservé sa réaction pour jeudi matin. M. Tshisekedi et un autre opposant, Moïse Katumbi, demandent «*une transition sans Kabila*» après le 31 décembre 2017, «*conduite par des personnalités consensuelles chargées de préparer les élections*».

Retour des tensions

La dépêche de la Céni est tombée alors qu'à New York, le Conseil de sécurité des Nations

unies tenait une réunion sur la RDC, en présence du représentant de l'ONU à Kinshasa, Maman Sidikou. Crise politique, sécuritaire, humanitaire...: M. Sidikou a dressé un tableau sombre de la situation dans ce pays géant d'Afrique centrale (2,3 millions de km², deux fuseaux horaires, au moins 70 millions d'habitants, neuf frontières). Dans son intervention, M. Sidikou s'est inquiété du «*retour d'un climat d'incertitude politique et de tensions*» dû à l'absence d'élection avant fin 2017, posant également la question du sous-financement de l'organisation du scrutin. L'émissaire de l'ONU a aussi affirmé que «*les journalistes, les opposants politiques et les activistes de la société civile font toujours l'objet d'intimidation, de harcèlement et de*

violence». «*Dans ce contexte d'incertitude politique, la situation sécuritaire s'est davantage détériorée dans plusieurs régions*», a-t-il ajouté, citant le Nord et le Sud-Kivu, le Tanganyika et le Kasai. M. Sidikou s'est aussi inquiété de «*la dégradation de la situation humanitaire*»: «*Nous comptons environ 8,5 millions de personnes - y compris 5,5 millions d'enfants - ayant actuellement besoin d'assistance humanitaire. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du territoire a atteint 3,8 millions de personnes, et plus de 621,000 congolais ont cherché refuge*» dans les pays voisins.

Dans un rapport spécial intitulé «*Revue stratégique de la mission de l'ONU en RDC*», si-

gné du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et publié mercredi, les Nations unies semblaient déjà anticiper le report des élections. «*La majorité des interlocuteurs consultés reconnaissent que le calendrier des élections fixé dans l'accord du 31 décembre (2016) ne sera pas respecté*», est-il écrit dans ce document. La force de casques bleus Monusco de l'ONU, la plus importante opération de paix des Nations unies menée avec quelque 18.000 hommes, a revu son implantation en RD Congo pour tenir compte notamment d'une diminution de près de 9% de son budget intervenue en juin sous l'impulsion des États-Unis.

Près de 1.700 casques bleus vont quitter prochainement le pays et la Monusco est en train d'expérimenter une «*stratégie de protection par projection*» afin d'avoir «*une plus grande flexibilité dans sa mission de protection des civils*», a indiqué mercredi Maman Sidikou. L'objectif à terme est de disposer «*de bataillons de déploiement rapide*» au lieu d'unités statiques, selon des sources diplomatiques. Pour toutes les opérations de paix de l'ONU, il faut gagner «*en flexibilité, mobilité, rapidité, pro-activité*», résume l'une d'entre elles.

AFP

INTERVIEW

Giulia Grispino : « La musique congolaise a influencé ma préférence pour la guitare acoustique »

Giulia Grispino, « Sans soucis » de son nom de scène, est une jeune auteure, compositrice et interprète italo-congolaise basée à Londres. Le lancement de « Jonquilles », son premier EP (Extended Play), est prévu pour le 22 novembre au Bunker Théâtre à Londres.

Le Courrier de Kinshasa : Depuis quand as-tu commencé à chanter ?

Giulia Grispino : Je chante depuis l'âge de 6 ans dans les chorales classiques principalement. La musique n'était pas vraiment un choix pour moi, c'était vraiment une mission que j'ai canalisée comme un moyen de m'exprimer dans un environnement où la langue représente une frontière entre les gens et la spiritualité, ou plus simplement la connexion avec notre soi intérieur. Actuellement, j'effectue ma dernière année de « Musical Directing et Professional Performance » au London College of Creative Media, qui est situé au cœur de la ville, London Bridge, et je prévois de lancer bientôt mon premier EP. Je n'ai jamais vraiment étudié la musique jusqu'en 2015, quand j'ai commencé mes études à Londres. Cependant, j'ai grandi entourée de musique et de musiciens dès mon plus jeune âge. Mon père était un compositeur lui-même, certains de mes amis les plus proches ont étudié dans des conservatoires et j'ai participé à de nombreux événements liés à la musique, grâce à mon intérêt pour les projets de chorale. Aussi loin que ma famille peut se rappeler, je chantais tout le temps et passais la plupart de mes journées à griffonner dans la maison avec ma sœur et mes cousins. C'est la base de ma formation musicale. J'ai commencé ma carrière musicale professionnelle en 2015, ici à Londres. Je me souviens très bien de ma première performance. C'était pour une organisation appelée « Brainchild » qui diffuse les jeunes talents et teste de nouveaux projets créatifs. C'était pour moi une formidable porte d'entrée de grandes opportunités, qui m'ont amenée à collaborer avec d'incroyables institu-

tions et jeunes artistes dans et hors de la scène de Londres.

LCK : Raconte-nous l'histoire de ton nom d'artiste « Sans soucis » ?

GG : « Sans Soucis » est le nom que ma grand-mère congolaise m'a donné quand j'étais petite. C'était un moyen pour elle d'exprimer à quel point j'étais libre à cet âge. Ça a toujours été très fascinant pour moi de savoir pourquoi elle m'a donné ce surnom. Chaque fois que je demande ma famille une explication à ce sujet, ils sourient juste, visualisant presque la personnalité vive et joyeuse qui a définitivement couronné mon enfance. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles j'ai choisi « Sans Soucis » comme nom d'artiste. C'est l'esprit que je veux incarner en tant que musicienne, inspirer les autres à toujours être la meilleure et la plus positive version d'eux-mêmes

LCK : Quelles sont les activités que tu mènes en tant que musicienne et chanteuse ?

GG : Pour l'instant, mon objectif principal est de composer et de chanter. Je réalise des performances en solo et je prépare l'évènement du lancement de l'EP prévu pour le 22 novembre. C'est un travail difficile d'organiser des répétitions et de rassembler tout le monde pour organiser la musique, mais le côté positif est que nous sommes tous engagés dans le projet parce que nous aimons tous jouer ensemble et partager une claire vision de la musique et de la vie.

LCK : Parlant de ce premier EP, quel est son contenu ? Comment l'as-tu produit ? Combien de chansons contient-il ? Quel est le style musical ?

GG : Le titre s'inspire d'un poème anglais de William Wordsworth dans lequel l'auteur éprouve une joie extrême en rappelant une mémoire d'un champ de jonquilles. Le poème montre comment les sentiments et les expériences sont intemporels parce que finalement ils n'appartiennent pas vraiment à un calendrier conventionnel. Tout le



Giulia Grispino

contenu de l'EP se résume dans le besoin de rechercher notre propre identité dans un monde qui ne nous permet pas souvent d'explorer pleinement et faire l'expérience de notre passé et de notre avenir, en raison de son caractère systématique actifs, nous empêchant d'évoluer. La grande évasion à cela est le rappel continu que tout arrive toujours au moment présent, donc notre passé et notre avenir font partie intégrante de qui nous sommes maintenant. Il est essentiel de récolter une vision globale de tout ce que nous avons absorbé et tout nous voulons créer / changer dans le monde en ce moment parce qu'il y a plus un « hier » à pleurer et pas un « demain » sur lequel compter ; c'est une vicieuse illusion qui nous empêche d'expérimenter pleinement la vie et la transformation. « Jonquilles » est l'histoire de ma transformation personnelle. C'est qui j'étais, qui je veux être et qui je suis en ce moment. C'est un EP de quatre titres produit par un grand camarade de classe mais aussi un ami proche, Claudi Martinez, en collaboration avec le photographe Patricia Aztur et Karpa Records. Les musiciens impliqués dans le projet sont le pianiste Yohan Kebede, le bassiste Jonathan Moko, le guitariste Nicolas Haag, le batteur et le percussionniste Matteo Baldazzi et les choristes Jaka Skapin, Raquel Tur Lillo et Liv Barath.

LCK : Quel est ton style musical ? Pourquoi les pratiques-tu ?

GG : Je l'appellerais « Lyrical fusion soul », qui pour moi n'est rien d'autre que de la « soul music » combinée à diverses influences culturelles et musicales, principalement ancrée dans la culture du jazz. Je crois fermement que chaque genre musical détient en soi un héritage culturel très puissant et dans une société multiethnique comme la nôtre, il faut pouvoir l'exprimer de la meilleure manière possible, sans rester coincer dans un seul style. Ma voix et mon objectif, malgré mon approche classique, conviennent vraiment à la musique soul, surtout en raison de sa liberté vocale.

LCK : Qui sont les artistes qui t'inspirent ?

GG : Ils sont nombreux, mais la plupart sont essentiellement de grands révolutionnaires comme Michael Jackson, Stevie Wonder, Miles Davis, Donny Hathaway, Erykah Badu ... mais aussi beaucoup de jeunes artistes féminines, qui ont vraiment changé mon approche par rapport à cette carrière comme Lianne La Havas, le groupe de Hiatus Kaiyote leader Nai Palm, Solange Knowles, Noname, Laura Mvula ... Au cours de la dernière année, j'ai également exploré de grands artistes de jazz et des groupes tels que Robert Glasper, le Trio Esbjörn Svensson, Avishai Cohen Trio, Christian Scott, Cory Henry et aussi quelques musiques impressionnistes classiques (par exemple Maurice Ravel).

LCK : Ta mère vient du Congo. Écoutes-tu de la musique congolaise ou musique africaine ? Connais-tu des artistes du Congo ou d'Afrique ?

GG : J'ai commencé à être plus conscient de mes origines congolaises très récemment. J'ai toujours cultivé un intérêt particulier pour la guitare mais je n'ai jamais compris d'où il venait ; c'est juste que je réalise à quel point une grande partie de la musique traditionnelle congolaise a influencé ma préférence pour la guitare rythmique acoustique. Ma famille a toujours été très musicale. Nous écoutions toujours Franco (Luambo Makiadi NDLR), Papa Wemba ou Koffi Olomide lors de différents types d'occasion. Nous chantions des chants traditionnels pour des célébrations et dansons avec enthousiasme. Je suis sûr que ces doux souvenirs de mon enfance ont joué un rôle crucial dans mon parcours musical.

LCK : Quels sont tes projets pour l'avenir ?

GG : Je travaille déjà sur un nouveau concept d'album, qui devrait être réalisé vers la fin de 2018. Mon objectif principal sera la recherche d'un équilibre entre mon background occidental plus rationnel et celui Africain, caractérisé par une forte spiritualité et une manière de vivre intuitive. Nous perdons beaucoup de temps à essayer de nous impliquer dans des lieux ou cultures, sans vraiment profiter de la beauté de notre propre expérience, qui est unique et ne peut pas vraiment être catégorisée sur la base de réalités déjà existantes. C'est pourquoi je voudrais travailler dur pour sensibiliser et aider les gens à trouver leur foyer partout où ils voyagent avec leur corps et esprit. Je prévois aussi de faire une courte tournée européenne cet été au Portugal, en Belgique, en France, en Slovénie et en Italie. Last but not least, mon plus grand rêve est d'ouvrir une fondation qui pourrait aider et soutenir les jeunes du monde entier, venant de toute sorte de milieu social, pour s'exprimer librement à travers non seulement la musique, mais tous les arts et contribuer ainsi au développement du monde avec leur propre vision. Les artistes sont les visionnaires de notre société, prévoyant la vie à travers le langage universel de l'esprit. Donc, j'aimerais promouvoir et assister à une révolution artistique, où les gens reconnaîtront que l'art est l'une des armes les plus puissantes du changement et les artistes sont ses principaux révolutionnaires. Notre jeunesse est l'avenir, alors commençons à investir en elle !

Patrick Ndingidi



Giulia Grispino en plein travail au studio

AFFAIRES FONCIÈRES

Le site du lycée de Vindoulou restitué à Anatole Collinet Makosso

Situé dans le quatrième arrondissement de Pointe-Noire, le site où doit être construit le lycée de Vindoulou a été récupéré à la population, le 11 octobre, par le ministre des Affaires foncières et du Domaine public, Pierre Mabiala, qui l'a ensuite remis au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso.

La récupération de cet espace va permettre au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation de construire, dans un bref délai, un lycée au bénéfice de la population. La cartographie de ce site et son titre foncier immatriculé 44-171 montrent bien que ce domaine est situé dans la section ACQ de la deuxième tranche lotie en 2007 et il appartient à l'état congolais. Malheureusement, même protégé juridiquement, ce site a été spolié et vendu par la population. Affectataire du terrain, le ministre Anatole



Les deux ministres au lieu du site/ Crédit photo Adiac

Collinet Makosso s'est rendu plus d'une fois sur les lieux pour le récupérer, mais il y a eu des récalcitrants. D'où son recours auprès du ministre des Affaires foncières et du

Domaine public.

Pierre Mabiala, accompagné d'Alexandre Honoré Paka, préfet de Pointe-Noire, et d'Anatole Collinet Makosso, s'est rendu sur le terrain pour

exprimer l'autorité de l'État en procédant à la récupération de ce domaine. « Nous avons récupéré le terrain et le lycée doit se construire, nous avons très humble-

ment demandé à ces acquéreurs de se rabattre auprès de leurs vendeurs, un moratoire de deux semaines leur a été accordé. Passé ce délai, c'est les engins lourds qui viendront les faire partir et ça sera un déguerpissement avec perte et fracas », a dit le ministre des Affaires foncières et du Domaine public.

Réjoui de cet acte, le ministre Anatole Collinet Makosso a rassuré l'opinion que les travaux du lycée de Vindoulou seront lancés dans les jours qui vont suivre le déguerpissement des occupants. « Les fonds sont déjà obtenus grâce à notre partenariat avec la Malaisie et je peux vous rassurer que ça sera le plus beau lycée de Pointe-Noire », a-t-il dit. Notons que cette activité s'est déroulée en présence de Fernande Marie Catherine Dékambi-Mavoungou, administrateur-maire du quatrième arrondissement Loandjili et des chefs de quartiers.

Hugues Prosper Mabonzo

CÉLÉBRATION

Le 68^e anniversaire de la Chine fêté dans le navire hôpital « Arche de paix »

Le navire hôpital chinois « Arche de paix » a abrité, le 11 octobre, la fête nationale de la création de l'État chinois en présence de Xia Huang, du vice-amiral Guan Bailin et de Clément Mouamba, respectivement ambassadeur de Chine au Congo, commandant du navire hôpital et Premier ministre congolais, ainsi que de quelques membres du gouvernement, des autorités civiles et militaires des départements de Pointe-Noire et du Kouilou, des représentants d'autres pays et des invités.

Les retrouvailles festives ont débuté par des hymnes nationaux de la République du Congo et de la République populaire de Chine. Dans son mot de circonstance, le vice-amiral Guan Bailin a rappelé que même si la Chine est située en Asie et le Congo en Afrique, les peuples de ces deux pays se sentent toujours plus proches les uns des autres. Les deux peuples partagent ensemble plusieurs points communs, notamment une cinquantaine d'ethnies caractérisées par l'hospitalité, la solidarité, la vigilance, la diligence et autres. « L'amitié sino-congolaise remonte depuis 1964, les relations entre les gouvernements des deux pays, entre les deux peuples et les deux ar-

mées sont restées fréquentes. La visite du navire hôpital « Arche de paix » représente une action importante en vue de mieux renforcer l'amitié traditionnelle et la coopération mutuelle entre ces deux peuples, transmettre l'idée diplomatique de la Chine sur les questions de paix, de développement et de coopération gagnant-gagnant. L'armée fait parti des composantes de la population, elle doit of-

frir ses services à la population civile. Ce navire hôpital a déjà effectué à ce jour 648 consultations, 19 cas d'hospitalisations et 9 opérations. Dans les prochains jours, l'équipage de ce navire va recevoir plus de patients congolais, nous déploieront tous les efforts afin de renforcer de plus la coopération entre les deux pays », a-t-il déclaré.

Manifestant sa joie pour cette rencontre, Xia Huang a, pour

sa part, a apprécié l'hospitalité légendaire de la ville océane en vue de la célébration de la fête nationale chinoise. Il a expliqué que les Chinois ont foulé le sol congolais au début du lancement des travaux de construction du chemin de fer Congo Océan. La ville économique du Congo, Pointe-Noire, représente un grand centre d'exploitation énergétique et une plate tournante pour toute la sou-

rière. Cette ville aura toujours un rôle important à jouer dans la coopération amicale entre le Congo et la Chine. « Avec le lancement de la zone économique spéciale de Pointe-Noire, cette ville sera un moteur de croissance plus puissant sous l'impulsion des présidents Denis Sassou N'Guesso et Xi Jinping dans le cadre de la coopération sino-africaine en matière de transfert de capacités de production, un exemple de développement intensif sur le continent. L'escale de « L'Arche de paix » à Pointe-Noire prouve que la Chine veut démontrer une fois de plus que les missions qu'a confiées l'État chinois à ses forces armées, l'Armée populaire de libération (APL), combien est important le volet social et humanitaire, et combien l'APL s'y est attachée. En 2016, les chefs d'États des deux pays ont convenu de porter les relations de leurs pays au niveau de coopération stratégique globale. Par la même occasion, le Congo a été choisi comme pays pilote et exemplaire de la coopération sino-africaine sur les capacités de production », a-t-il indiqué. Notons qu'en plus du Premier ministre, huit autres membres du gouvernement ont pris part à cet anniversaire. La fin de la cérémonie a été marquée par un apéritif offert pour la circonstance.

Séverin Ibara



Une vue des officiels pendant la cérémonie

MOTS FLÉCHÉS N°159

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

PÂTE ITALIENNE	ENNUYAS	PROTECTION DE JAMBE	PETIT PORT BIEN ABRITÉ	BOUT DE PIÈCE DE THÉÂTRE	PARC ANIMALIER	CHAÎNE AMÉRICAINNE
PÂTE DE MAISONS	JEANNE DU CINÉMA	C'EST L'ES-CALADE	DÉCHIRURE	HOMME AU GUICHET	CONFITS DE PORC	
			IDÉALES			
PRÉSERVATION						
QUI A SES HUMEURS						
					PLANTES LACUSTRES	
TIMIDES				VISIBLE AU-DESSUS DU SOL		ARTICLE PLURIEL
IL ÉTOUFFE AVANT DE MANGER		ARRIVÉE AU MONDE		VENTILÉES		
		ÂNERIE				
CAUSES UN DOMMAGE			PRÉNOM MASCULIN			
ONZE ROMAIN			CLAN			
	EXPRIMÉS			ANNEAUX DE CORDAGE		
	ILS VENDENT DE LA TOILE			VENT DIVIN		
IL MENA UNE VIE D'APACHE	CRÉATEUR DE MODE BIEN DANS SA PEAU		LE TEMPS DU GÉOLOGUE DES AFRICAINS		EXERCICE À LA CORDE	ÉVASÉE
				ON Y PEND LA VIANDE		
				MER DE BRETAGNE		
NUL AUX ÉCHECS		MARQUA LE CHEMIN				AMAS DE GLACE
BAISSER LES BRAS		PRIT SON PREMIER REPAS				
				EMPIRE AMÉRICAIN		
				JUSTE UNE GOUTTE		
NON AVOUÉE			FIN DE VALLÉE BRETONNE			
HOMME DU DÉLUGE			PENCHER POUR			
		SILO À GRAINS			RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	
		SYMBOLE DU BÉRYLLIUM			CELA ABRÉGÉ	
QUI EST DE LA VILLE						
DÉPOSE UN ENJEU			TÉTAI			
			DÉVIDOIR À COCON		POINT GAGNANT POUR LE TENNIS-MAN	

SUDOKU N°159

>FACILE

						6	8
9	6	2	1				7
8		6	7	5	1		9
		9	5	2			3
	4	8		6		7	
5			9	7	6		
6	7	9	5	3			2
4		7		2	3		6
3	9						

>MOYEN

	3		6			1	2
	8	1	5		2		7
			4	9			
		2				6	3
8	1		2			9	5
3	6				1		
			6	7			
	7	2		3	5	8	
2	9		5			4	

>DIFFICILE

1		8					
		7		6	9		
		6	3		2	7	5
8		1			3		2
	3			8			5
6	5				8		4
7	2	1		4	5		
			6	2		1	
					5		3

MOTS CROISÉS N°159

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALLEMENT 1. Non suivie. - 2. Un point à ne pas franchir. - 3. À la mode. Chiffres romains. Écrivain français (Michel). - 4. Jeton d'ivoire. Gardé pour soi. - 5. Bien docile. - 6. Ne reste pas les bras ballants. Vieilles bêtes. - 7. Petits lacs. Cheville pas très ouvrière. - 8. De même. Un peu piquant. - 9. Éprouvée. Agence européenne. - 10. Préposition. Anneaux pour le marin.

>VERTICALEMENT A. Met un disque en état d'être exploité. - B. Partie du jour chez les Romains. Avariés. - C. Quelqu'un. Ancienne capitale du Vietnam. - D. Celui de glace est souvent couvert. Dans sa totalité. - E. Liquides végétaux. Iridium symbolisé. - F. Un lien. Elles sont nombreuses au bar en Irlande. - G. Il prépare peut-être un mauvais coup. - H. Regardée. Mesurés sur le chantier. - I. Menées sur les chemins de bagatelle. - J. Tableaux. Soutien.

MOTS À MOTS N°159

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- M A R E + G R U E = M _ _ _ _ _ _ _
- P A R E + D A T E = _ _ _ A _ _ _ _
- G I T E + R A D E = _ _ _ _ _ I _ _

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°158

I	P	S	A	G	S
I	N	D	E	X	E
T	E	R	R	E	S
R	E	S	I	D	E
G	M	O	N	T	E
A	R	T	E	S	I
E	U	S	T	T	E
I	R	M	C	E	C
U	P	A	S	O	S
H	A	L	E	R	E
U	T	C	O	N	E
B	L	E	U	T	E
N	L	P	O	S	T
L	A	P	E	R	E
I	I	E	P	I	E
R	E	C	U	E	I

MOTS CROISÉS N°158

L	I	B	E	R	A	B	L	E	S
A	R	A	S	E	R	A	P	E	
T	O	T	O	B	A	S	I	C	
I	N	P	L	A	I	S	U		
N	I	C	E	E	S	A	U	R	
I	S	O	E	T	E	N	I		
S	E	L	F	A	S	S	I	S	
T	L	I	A	S	I	F	E		
E	D	E	N	S	A	L	I	E	
S	E	R	I	N	E	T	T	E	S

SUDOKU N°158

4	2	5	7	1	8	6	3	9
1	9	7	6	2	3	4	5	8
8	6	3	5	9	4	7	2	1
6	1	8	2	7	9	3	4	5
5	3	4	1	8	6	2	9	7
9	7	2	3	4	5	1	8	6
2	5	1	8	3	7	9	6	4
3	4	6	9	5	1	8	7	2
7	8	9	4	6	2	5	1	3

9	6	8	4	5	3	1	7	2
5	1	4	9	7	2	3	6	8
7	2	3	6	1	8	9	5	4
2	3	6	5	9	1	4	8	7
8	5	1	7	2	4	6	9	3
4	9	7	3	8	6	2	1	5
3	4	9	8	6	7	5	2	1
1	7	5	2	3	9	8	4	6
6	8	2	1	4	5	7	3	9

8	3	9	7	5	6	2	4	1
1	2	7	4	8	9	6	5	3
4	6	5	3	1	2	7	9	8
5	9	8	6	3	7	4	1	2
6	7	2	1	4	8	5	3	9
3	4	1	9	2	5	8	6	7
2	1	4	8	6	3	9	7	5
7	5	3	2	9	4	1	8	6
9	8	6	5	7	1	3	2	4

MOTS À MOTS N°158

1/ ESPALIER - 2/ LAPERAU - 3/ ERMITAGE.

ARTS MARTIAUX

Maître Liyeli Bongambe apporte sa pierre à l'édifice

Ancien capitaine de l'équipe nationale de judo, l'athlète congolais évoluant depuis des années en France veut contribuer à faire des jeunes compétiteurs d'aujourd'hui des grands champions de demain.

Après plus de dix ans d'absence au pays, maître Arnaud Liyeli Bongambe, Lobaye pour les intimes, vice-champion international de la lutte-plage, est de retour au bercail. C'est sous les acclamations de ses anciens entraîneurs, coéquipiers et tant d'autres jeunes athlètes, champions en devenir, qu'il a fait son entrée au gymnase Nicole-Oba de Talangai, choisi pour abriter une compétition de Kurash organisée par le sportif congolais de la diaspora (France) en partenariat avec la ligue de Brazzaville. Le Kurash est une discipline martiale faite des projections sans combat au sol encore appelé "Judo-debout", les immobilisations n'étant pas de mise. Près de vingt clubs ont pris part au tournoi. Environ 200 athlètes se sont succédé sur le tatami, les judokas pour la plus part.



Maître Bongambe s'adressant aux athlètes/credit photo adiac

« La jeunesse congolaise, dans sa majorité, aime le sport. Je veux donc donner à ces jeunes athlètes l'occasion d'exprimer leurs talents ; leur apporter ma contribution pour qu'ils parviennent à défendre valablement les couleurs du Congo, à réaliser de grandes performances au

plan national et international », a fait savoir maître Arnaud Liyeli Bongambe. Pour le judo, il a un agenda rempli de projets. Seulement, avec la Fédération congolaise de la discipline, rien n'est encore peaufiné de façon définitive pour passer à l'acte. Après Brazzaville, le judoka congolais de la diaspora

s'est rendu à Pointe-Noire où il a échangé avec d'autres budokas en leur partageant son rêve de réunir les conditions permettant aux athlètes congolais de gagner en talent, en compétitivité et en expérience.

Une autre carrière en vue... Depuis les années 1995 où il a

commencé le judo, maître Arnaud Liyeli Bongambe a fait ses preuves au plan national et continental par sa régularité au haut-niveau. Médaillé de bronze au tournoi international de Yaoundé à quatre reprises, plusieurs fois champion national, l'athlète avait posé ses valises en France. Il y a commencé une carrière professionnelle au Judo club Touraine puis sacré vice-champion au Challenge départemental d'Indre-et-Loire. Les blessures l'ont empêché d'évoluer suivant le rythme souhaité. Il avait quitté les tatamis avant de revenir par la suite. « J'ai une compétition en début d'année prochaine », a-t-il indiqué.

« Mais je pense que le moment d'arrêter est arrivé. Je changerai de carrière mais toujours les arts martiaux. L'encadrement ou l'arbitrage, je verrai bien », a révélé maître Arnaud Liyeli Bongambe qui, aujourd'hui, est animé de la volonté de céder le témoin à une jeunesse bien formée, capable de relever les défis à venir.

Rominique Nerplat Makaya

BRIN D'HISTOIRE

Ces oubliés et ces méconnus de l'histoire congolaise : 15 octobre 1997- 15 octobre 2017 : 20 ans déjà, depuis la fin de la guerre !

Plus personne ne s'en souvient. Et pourtant, le Congo est passé à côté du pire, il y a 20 ans. La guerre toujours rôde. On la croyait définitivement terminée le 15 octobre 1997. Deux décennies après, de manière éruptive et résurgente, elle continue dans le département du Pool. Le 3 octobre dernier, les sages et les notables de cette partie de notre pays, mutilée par une guerre inique, ont embouché la trompette de la paix, en présence de Denis Sassou Nguesso, président de la République. Depuis près de deux décennies, la guerre est un véritable boulet pour la République.

Les mines réjouies des sages, au sortir de la rencontre avec le chef de l'Etat, laissent penser que les plaies de la guerre vont être définitivement pansées. La fiction d'une guerre sans fin laisse place à l'espoir d'une paix indispensable pour le pays. La force a montré ses limites. La force du dialogue doit s'imposer désormais pour contrarier l'ébranlement de la situation économique et toutes les tragédies qu'il entraîne au quotidien. « L'économie mange la politique ». L'état « critique », pour emprunter ce néologisme à Georges Balandier, a rendu inaudible tous les discours, du pouvoir comme

ceux de l'opposition. Ventre affamé n'a point d'oreille. L'anomie s'installe.

15 octobre 1997-15 octobre 2017, il y a 20 ans que prenait fin la déflagration du 5 juin 1997. La guerre est toujours une calamité avec des dégâts humains, financiers et matériels. Depuis ce grand séisme qui l'a ébranlé, le Congo vit toujours sur le pied de guerre, l'arme au pied. Paix armée disent certains, les armes toujours à portée de mains. Dieu merci, le Congo est passé très près d'un funeste destin. Force est de constater que la passion égare la raison et entretient des tensions délétères. On ne gagne rien, en fin de compte, en opposant les Congolais les uns aux autres. La constitutionnalisation du dialogue est un moyen d'exorciser définitivement les contradictions qui ébranlent le monde politique. Certains politiciens freinent des quatre fers lorsqu'on évoque le dialogue. Chacun en a sa conception. Hélas. La rivalité entre les prétendants et le pouvoir actuel est tellement forte que certains en perdent la raison. L'opposition, ou ce qu'il en reste, pour exister, se vautre dans une posture de refus systématique reposant sur les excès verbaux et la caricature.

Entre guerre et paix, le développe-

ment du Congo prend un coup sévère. Les tensions dans le Pool font un mal considérable au pays. Au lieu de « guerre du Pool », il sied de parler de guerre tout court, tant les conséquences dépassent le cadre précis de cette partie de notre pays. La question sécuritaire capte toute l'attention et une grande partie des ressources. Même si elle n'est pas correctement chiffrée, l'incidence de cette guerre est incontestable. Il faut en sortir. « Plus jamais ça », avons-nous dit depuis des années, sans jamais en faire une réalité. Par une certaine forme de mithridatisation, le côté funeste de la guerre n'impressionne plus personne.

Les mutations entraînées par la Nouvelle Constitution font la part belle au dialogue. Le vrai dialogue, sans arrière-pensées politiciennes, comme l'envisagent trop souvent nos hommes politiques. La « routinisation de la confrontation politique appauvrit les combats d'idées ». Elle contrarie ce qui est souhaité et souhaitable pour le Congo : « un être ensemble assumé, ranimant l'espace d'un moment la nation ; une solidarité fondée sur la tolérance, le respect des différences, etc. », toutes choses dont ne sont plus capables nos politiciens, uniquement préoccupés par les avantages qu'ils

peuvent tirer de leur activisme. Les situations de crises militaires récurrentes sont devenues un fonds de commerce sur lequel prospèrent, sans état d'âmes, de nombreux individus sans foi ni loi. Le Congo compte pour des prunes. Tous des prédateurs !

Le Conseil national du dialogue, constitutionnalisés, est le lieu propice d'anticipation des conflits par le pouvoir et le poids des mots. Cette constitutionnalisation de l'interlocution implique un changement paradigmatique qui fait du dialogue l'alpha et l'oméga de la nouvelle politique, antinomique de la confrontation violente permanente. Le président Denis Sassou Nguesso a inversé une dérive désastreuse et remis le pays sur les rails, en dépit des difficultés conjoncturelles actuelles. C'est une passe difficile qui exige la participation de tous pour en sortir. Il faut inverser la tendance et retrouver un cycle vertueux, celui du développement.

Mais avec quels hommes ? « L'homme qu'il faut, à la place qu'il faut » a du mal à devenir une réalité. Cette proclamation, plus que jamais, reste d'actualité. Les vrais héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

MFUMU